



Forum Civique Européen
16, boulevard Jules Ferry
75011 Paris – France
contact@civic-forum.eu
www.civic-forum.eu



Rua Artilharia Um. 79 - 4.º
1269-160 Lisboa

FORUM CIVIQUE EUROPEEN LISBONNE 17 NOVEMBRE 2007

« Société civile et processus démocratique »

Synthèse du débat

A l'occasion de la Présidence portugaise de l'Union européenne, le Forum Civique Européen a organisé, en partenariat avec DECO, une rencontre à Lisbonne, à la Représentation de la Commission Européenne au Portugal, pour débattre de l'actualité européenne et du processus démocratique européen.

Cette rencontre intitulée « Société civile et processus démocratique » a réuni plus de 80 responsables associatifs, des représentants du Comité économique et social européen (CESE), ainsi que des représentants de la Présidence portugaise de l'UE et des institutions européennes.

Lors de la session d'ouverture, M. Jorge Lacão, Secrétaire d'état de la Présidence du Conseil des Ministres et Mme Margarida Marques, Directrice de la Représentation de la Commission européenne au Portugal, ont souligné l'importance pour la construction européenne d'avoir une société civile organisée forte et structurée, nourrissant par ses réflexions l'espace public européen, encore à créer. Tous les deux ont également présenté les différentes actions mises en œuvre par la Présidence portugaise de l'UE et la Représentation de la Commission pour faire de la Présidence portugaise un moment de citoyenneté européenne avec une forte implication des citoyens et des associations et ONG.

Cette journée d'échange et de débat s'est articulée autour de trois temps forts : « Le dialogue civil en Europe, état des lieux et perspectives », « Le dialogue civil dans les Etats membres » et « La parole associative dans l'institutionnalisation du dialogue civil en Europe ».

M Jean – Claude Boual, représentant du Comité européen de liaison sur les services d'intérêt général et membre du Forum Civique Européen a présenté la dynamique existante au sein de la société civile depuis les débuts de la construction européenne jusqu'à nos jours en apportant une attention particulière à l'origine et au rôle joué par les associations et ONG dans ce processus. Il a également mis en évidence la volonté de la société civile organisée au niveau européen à mieux se structurer afin de mettre en place un dialogue civil durable, sectoriel et transversal, avec les différentes institutions européennes.

La première table – ronde, « Le dialogue civil dans les Etats membres », animée par Jan Robert Suesser, représentant la Ligue des droits de l'Homme, membre du FCE, a abordé la diversité des situations existantes dans les relations entre les pouvoirs publics nationaux et les associations à travers quatre exemples concrets favorisant le débat sur l'utilité sociale et civique des associations et sur l'éventuelle « valeur ajoutée » de leur participation au dialogue civil.

Jan Machacek, représentant ANO pro Evropu, une des plus grandes ONG civiques tchèques et membre du FCE, a évoqué la situation des pays récemment affranchis du communisme, dans lesquels la société civile cherche sa place. Helena Roseta, conseillère de la Chambre municipale de Lisbonne, nous a parlé de la relation du politique avec les mouvements civiques et a présenté sa propre expérience d'élue au sein d'un de ces

mouvement de citoyens. Ben Kernighan, représentant du National council for voluntary associations, a présenté le COMPACT, relation contractuelle existant entre le gouvernement anglais et le secteur associatif, et qui détaille les droits et les responsabilités du gouvernement envers les organisations de la société civile. Le COMPACT est le symbole de la reconnaissance officielle du rôle majeur que les associations et ONG ont à jouer dans la société en tant qu'organismes intermédiaires et complémentaires des pouvoirs publics. Enfin, Emmanuel Lemoine, représentant d'Animafac, membre du FCE, a débattu avec la salle de la place des associations de jeunesse dans une construction démocratique. Il a également présenté l'engagement de son association au sein de la Conférence Permanente des Coordinations Associatives qui est une plateforme associative créée en France afin d'encourager un dialogue durable et fort entre les responsables associatifs français et le gouvernement.

La deuxième table – ronde, « La parole associative dans l'institutionnalisation du dialogue civil en Europe », animée par Jean – Marc Roirant, représentant l'association Civisme et démocratie – CIDEM, membre du FCE, a traité, quant à elle, la question de l'implication des réseaux associatifs européens et des organisations de la société civile dans la construction d'une démocratie de plus en plus qualifiée de « démocratie participative ».

Après la présentation par Jan Olsson, rapporteur de l'avis du CESE sur la « Représentativité des organisations de la société civile dans le cadre du dialogue civil », des critères de représentativité établis par les membres du CESE, Conny Reuter, représentant la plateforme européenne SOLIDAR, Anna GABRIEL, représentant la plateforme européenne des jeunes AEGEE-Europe, membre du FCE, et Miklos BARABAS, représentant le CESE ont montré, à travers leurs différentes interventions qu'une structuration de la parole politique associative est en train de se dessiner au niveau européen par l'intervention de plates-formes sectorielles, généralistes ou affinitaires de plus en plus visibles et audibles.

Ils ont également affirmé la nécessité d'institutionnaliser le dialogue civil, à l'instar du dialogue social, inscrit dans les traités.

Enfin, les différents échanges avec la salle ont mis en évidence l'importance pour les participants de la création d'un statut d'association européenne pouvant s'appuyer dans son contenu sur les réflexions du CESE. Le statut d'association européenne est une des réponses permettant de légitimer les acteurs associatifs souhaitant s'inscrire dans les consultations, les concertations et les partenariats initiés par les institutions européennes avec la société civile.

La rencontre s'est conclue avec l'intervention de M. Guillaume Klossa, Conseiller auprès du Secrétaire d'état français chargé des affaires européennes qui, avant de présenter les priorités de la Présidence française de l'Union européenne ainsi que les différentes actions qui seront mises en place afin d'encourager une présidence citoyenne, a encouragé les différentes associations présentes à continuer leur travail de sensibilisation, d'information pour construire une Europe plus civique et proche des citoyens.